



## « Le débat sur le Rwanda est beaucoup trop polarisé »

La divulgation d'un nouveau rapport sur l'attentat contre l'avion du président rwandais Habyarimana, le 6 avril 1994, et qui préluda au génocide, soulève à nouveau les passions. Entretien avec l'ambassadeur Johan Swinnen, à l'aube du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Rwanda.

**A** la retraite depuis quelques jours, Johan Swinnen a été ambassadeur de Belgique au Rwanda durant les années tragiques (1990-1994) qui ont mené au génocide de la minorité tutsi. Il en a été évacué in extremis, mais le pays des Mille Collines continue

^ **VÉRITÉ** Selon Johan Swinnen, « la meilleure méthode (pour désigner les auteurs du déclenchement du génocide) serait une enquête internationalement mandatée ».

de hanter son esprit. Etiqueté CD&V, mais diplomate jusqu'au bout des ongles (« Il est du genre à emporter ses secrets jusque dans sa tombe », explique un de ses collègues), il accepte ici de livrer son analyse.

**Le Vif/L'Express : Dix-huit ans après l'attentat contre l'avion du président hutu Juvénal Haby-**

**rimana, qui fut le déclencheur du génocide, un rapport français (voir en p. 58) vient d'établir l'origine des tirs de missiles. Ce rapport incriminerait davantage les extrémistes hutu que les rebelles tutsi du FPR, aujourd'hui au pouvoir. Qu'en pensez-vous ?**

> Johan Swinnen : Je serai bref : je ne connais de ce rapport que

hutu, peut-être. Mais je n'exclus pas un scénario machiavélique du FPR, qui aurait considéré les Tutsi du Rwanda comme quantité négligeable. Voulait-il s'emparer de tout le pouvoir ? Comme il était minoritaire, il ne voulait pas entendre parler d'élections, pourtant inscrites dans les accords d'Arusha de 1993. Mon intime conviction est que nous devons avoir le courage de poser les questions et d'y répondre. A plusieurs reprises, j'ai crié mon indignation de voir que la communauté internationale ne faisait pas plus d'efforts pour enquêter sur l'origine de l'attentat. Cela permettrait d'avancer, même si on n'aura pas de réponse à tout, car la réalité est complexe.

**Qui fait obstruction ?**

› Certains disent les Français, d'autres incriminent d'autres acteurs. La meilleure méthode serait une enquête objective et internationalement mandatée. Le problème aujourd'hui, c'est que le débat est tronqué. Quiconque émet une nuance, ou formule une question, se fait vite taxer de révisionniste et de négationniste. J'en ai assez de ces antagonismes plus idéologiques que factuels entre experts, politiques, diplomates, Rwandais ou Européens. A la commission Rwanda (1997), des sénateurs m'ont reproché d'être passé de pro-Tutsi quand j'étais ambassadeur, à pro-Hutu ensuite, pour ne pas trop embarrasser le gouvernement [dirigé par le CVP Jean-Luc Dehaene]. C'est vraiment malhonnête. Je n'ai jamais choisi un camp, si ce n'est celui de la pacification du pays. La commission n'a pas dit un mot là-dessus dans ses conclusions, ce que je regrette. **Le génocide était-il planifié selon vous ?**

› La question me poursuit. Dans mes rapports début 1994, je n'ai jamais utilisé le terme « génocide ». Par contre, j'ai souvent évoqué le risque d'une déstabilisation tragique, à cause des milices, des distributions d'armes, des ravages causés par la radio RTL, sans compter la radicalisation ●●●

**« Je n'ai jamais choisi un camp, si ce n'est celui de la pacification du pays »**

VOIR AUSSI  
L'INTERVIEW  
EN VIDÉO  
SUR L'IPAD ET SUR  
[WWW.LEVIF.BE](http://WWW.LEVIF.BE)

les extraits qui ont fait l'objet de fuites dans la presse. Et ce n'est jamais qu'un rapport intermédiaire. Extrapoler comme le font certains en désignant déjà les tireurs, c'est inacceptable. A chaque fois, les suspicions rejaillissent de part et d'autre. Pour certains, ce rapport favorable à Kigali a été téléguidé depuis l'Elysée, car la France s'intéresse au gaz méthane contenu dans le lac Kivu...

**Quelle est votre intime conviction sur cet attentat ?**

› (Il hésite) Je n'ose me prononcer là-dessus. Les extrémistes

**Johan Swinnen**  
**EN 7 DATES**

- 1946** Naissance à Neerpeit.
- 1970** Docteur en droit et licencié en notariat de la KUL.
- 1990-1994** Ambassadeur à Kigali.
- 1994-1997** Conseiller diplomatique du Premier ministre Jean-Luc Dehaene.
- 1997-2002** Ambassadeur à La Haye.
- 2004-2008** Ambassadeur à Kinshasa.
- 2008-2011** Ambassadeur à Madrid.

FRÉDÉRIC PAUNWEL/SHUMA

●●● liée à l'assassinat en octobre 1993 du président burundais Melchior Ndadaye, premier Hutu à être démocratiquement élu. Y avait-il un plan pour exterminer les Tutsi ? Je ne l'exclus pas, mais, honnêtement, je n'ai pas connaissance d'un plan général orchestré jusque dans les moindres détails pour associer en masse les Hutu contre les Tutsi et les Hutu modérés. Même si on doit me taxer de révisionniste...

## Mais comment expliquez-vous alors l'ampleur des massacres ?

► La tension était à son comble. Les rebelles du FPR avaient provoqué le déplacement de plus d'un million de personnes, qui vivaient dans des conditions innommables. Ils sont tous tombés dans le piège de la radicalisation et de l'extrémisme. La haine était partagée entre Hutu et Tutsi ! Je suis le seul diplomate à m'être rendu à Mulindi pour dire à Kagame qu'il devait également faire taire sa radio Muhabura, si je voulais avoir des chances de succès dans mes démarches à l'égard de la RTLM. Muhabura était aussi une radio de la mort. Mais, à l'époque, les organisations des droits de l'homme ne cherchaient que d'un seul côté. Mais ne nous trompons pas et ne banalisons surtout pas. Ce sont les



## KIGALI, AN 2000

Le Premier ministre Guy Verhofstadt présente les excuses de la Belgique.

extrémistes hutu qui ont commis le génocide. Comment en sont-ils arrivés là ? Quelles ont été les responsabilités du FPR ? Il faut pouvoir poser ces questions.

## D'où vient la rumeur que ce sont des Belges qui ont tiré sur l'avion ?

► Le plan était sans doute de rendre la Mission de l'ONU (Minuar) impuissante. Pour la décrédibiliser, il fallait en supprimer le maillon fort, à savoir le détachement belge. Le sentiment anti-belge avait débuté en 1990, quand Bruxelles, contrairement à Paris, a refusé d'envoyer des armes au

Rwanda pour contrer l'invasion du FPR. Certains disent que la rumeur vient des Français. Mais dans le chaos du début, j'avais d'autres choses à faire que d'interpeller mon collègue français. D'ailleurs, les ambassadeurs ne sont plus parvenus à se réunir pour se concerter. Ensuite, on m'a évacué le 12 avril. Depuis lors, je n'ai été invité à m'occuper directement du dossier politique rwandais que de façon sporadique.

## Si les Belges étaient restés, auraient-ils pu arrêter le génocide ?

► Si nous nous sommes retirés, c'est parce qu'on tuait des Belges, dont des civils. Willy Claes m'a hurlé au téléphone que je devais déguerpir, car il ne voulait pas avoir la mort de l'ambassadeur sur la conscience. La Minuar pouvait-elle encore assurer une sécurité dans un contexte où les accords n'étaient plus respectés ? Le retrait du contingent belge était justifié. Mais je peux comprendre l'amertume de certains face au lobbying belge à l'ONU pour un retrait intégral de la Minuar, car je pressentais que cela conduirait à la catastrophe...

## C'était pour rendre la retraite belge moins honteuse ?

► Les Américains appuyaient la même démarche. Depuis des mois il y avait des lettres de Willy Claes demandant le renforcement du mandat. En vain. Avec son mandat peu offensif, on considérait

## 1994 : LES CENT JOURS DU GÉNOCIDE

**6 avril** : sommet de Dar es-Salaam, où se retrouvent les présidents Ntariamira du Burundi et Habyarimana du Rwanda, ainsi que le président ougandais Museveni, autour du président tanzanien Ali Mwinyi, pour évoquer notamment les accords d'Arusha de partage du pouvoir au Rwanda.

**6 avril** : à 20 h 22, attaque de l'avion qui ramène les présidents rwandais et burundais, alors qu'il s'approche de Kigali. La capitale rwandaise se couvre aussitôt de barrages. Les rebelles font mouvement.

**7 avril** : début des massacres, encouragés par la Radio des Mille Collines (RTLM). Assassinat de la Première ministre Agathe Uwilingiyimana et de dix Casques bleus belges.

**9 avril** : Théodore Sindikubwabo, président du parlement, est nommé président intérimaire et Jean Kambanda Premier ministre. Le FPR les qualifie d'extrémistes.

**10 avril** : évacuation des étrangers (opération Silver Back).

**22 avril** : réduction de la mission de l'ONU (Minuar) à 270 hommes.

**1<sup>er</sup> mai** : fuite de 250 000 Rwandais vers la Tanzanie.

**30 mai** : exode de plus de 500 000 Rwandais vers Gitarama.

**7 juin** : changement de cap à l'ONU et annonce de l'envoi de 5 500 Casques bleus au Rwanda dans le cadre d'une « Minuar 2 », tout en demandant aux Etats de les équiper.

**22 juin** : opération Turquoise menée par la France.

**4 juillet** : chute de Kigali aux mains du FPR, fuite de plus d'un million de Rwandais vers le Zaïre.

**19 juillet** : nouveau gouvernement à Kigali, avec comme président Pasteur Bizimungu et comme vice-président Paul Kagame.

que la Minuar n'avait plus d'efficacité. Et puis, on feint d'oublier ceci : le FPR de Kagame a exigé le retrait des troupes, et cela dès le 7 avril !

### La Belgique a-t-elle « perdu » le Rwanda depuis lors ?

> N'en faisons pas une fatalité. Il est vrai qu'on n'a pas recueilli les dividendes de notre travail diplomatique des années 1990, ni de notre engagement militaire pour la paix, ni de la demande de pardon formulée par Guy Verhofstadt et Louis Michel en 2000. J'ai trouvé qu'on s'est un peu humiliés cette année-là face à des Africains. Ils ont donné l'impression qu'on disculpait le nouveau pouvoir, et que nous étions les coupables de tous les maux du Rwanda. Or la Belgique n'a pas à rougir.

### Les bailleurs de fonds se félicitent aujourd'hui des relations avec le Rwanda. C'était déjà le cas sous Habyarimana. N'est-on pas en train de commettre les mêmes erreurs ?

> Du temps d'Habyarimana, dont je ne sais toujours pas s'il a été acteur ou otage des événements, j'ai vu une société ambitieuse se mettre au diapason de la culture démocratique. Il ne faut pas toujours diaboliser Habyarimana. Aujourd'hui avec Kagame, nous devons apprécier à leur juste valeur l'éthique du travail, la conception du développement, les aspects sécuritaires, la bonne gouvernance. Mais cette stabilité va-t-elle durer ? Car des situations sont inacceptables comme la répression de la presse et de la liberté d'asso-



**ARCHIVES** En 1992 à Kigali, Johan Swinnen avec Froduald Karamira, qui sera condamné à mort pour génocide et exécuté au Rwanda en 1998.

ciation. Il y a une dérive autoritaire au Rwanda. La ligne dure à l'égard des révisionnistes ne va pas libérer la parole des Rwandais ni ramener les réfugiés. Oui, je suis inquiet. ●

**ENTRETIEN :**  
FRANÇOIS JANNE D'OTHÉE

## ATTENTAT : LA « VÉRITÉ ULTIME » SE FAIT ATTENDRE



La carcasse de l'avion abattu à Kigali, le 6 avril 1994.

Une lancinante énigme est-elle en passe d'être élucidée, dix-huit ans après les faits ? En déterminant scientifiquement l'origine du tir de missile qui a pulvérisé le Falcon 50 du président Habyarimana, alors qu'il atterrissait à Kigali au soir du 6 avril 1994, les juges français Marc Trévidic et Nathalie Poux éclairent d'un jour nouveau cet attentat qui fut le déclencheur du génocide au Rwanda. Les experts sont parvenus à démontrer que deux missiles sol-air Sa16 de fabrication soviétique ont été tirés, le second pulvérisant le réservoir du Falcon (piloté par deux Français) dans une trajectoire partant de la droite vers la gauche si on se situe face à l'approche de l'avion. « Le tir a pu avoir lieu depuis le camp de Kanombe, à proximité des maisons de coopérants belges », écrivent les experts. Or le camp Kanombe était occupé par les forces loyalistes.

Basé sur des constatations minutieuses (balistiques, acoustiques, topographiques...), leur rapport de 400 pages invalide celui du juge

Jean-Louis Bruguière, précédemment en charge du dossier. Sans s'être jamais déplacé au Rwanda, et au terme d'une enquête qualifiée de bâclée par ses détracteurs, il n'avait pas hésité à incriminer les rebelles du FPR, sous les ordres du général Kagame, aujourd'hui président du Rwanda. Bruguière accusait les rebelles d'avoir tiré sur l'avion depuis le lieu-dit Masaka, où ils se seraient infiltrés. Cette mise en cause avait conduit à l'émission de mandats d'arrêt à l'encontre de neuf proches de l'entourage de Kagame et, dans la foulée, à la rupture des relations diplomatiques entre Paris et Kigali entre 2006 à 2010. Aujourd'hui, le régime de Kigali crie victoire, et n'attend plus qu'un non-lieu.

Or le rapport est loin de mettre un point final à l'enquête. En décrétant qu'« il est clair pour tous désormais que l'attentat contre l'avion était un coup d'Etat mené par des extrémistes hutu et leurs conseillers », la ministre rwandaise des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo brûle quelques étapes. D'abord, le rapport d'expertise n'avait pas vocation à identifier les auteurs des tirs de missiles mais seulement à en localiser l'origine. Ensuite, les forces loyalistes n'étaient pas entraînées à manipuler des missiles soviétiques. Enfin, le camp Kanombe était vaste et pas forcément impénétrable. Des complications ont donc pu se nouer. On se demande aussi pourquoi des extrémistes hutu auraient visé un avion où se trouvaient des faucons du régime. Les enquêteurs ont donc encore du travail avant qu'on puisse parler de « vérité ultime ». ● F.J.O.



L'ancien président Juvénal Habyarimana.